



**GILLES
KEPEL**

SORTIR

DU LES CRISES
EN MÉDITERRANÉE
ET AU MOYEN-ORIENT

CHAOS

Esprit du Monde
Gallimard

DU MÊME AUTEUR

- LA LAÏCITÉ CONTRE LA FRACTURE ? Éd. Privat, 2017.
- LA FRACTURE. Gallimard, coédition avec France Culture, 2016.
- TERREUR DANS L'HEXAGONE, Genèse du djihad français (avec Antoine Jardin). Gallimard, 2015. Repris dans « Folio actuel », n° 169, 2015.
- PASSION ARABE – PASSION FRANÇAISE, augmenté de PASSION EN KABYLIE. Gallimard, 2014.
- PASSION FRANÇAISE. Les voix des cités. Gallimard, 2014.
- PASSION ARABE. Journal, 2011-2013. Gallimard, 2013. Repris dans « Folio actuel », n° 164, 2016.
- BANLIEUE DE LA RÉPUBLIQUE. Gallimard, 2012.
- QUATRE-VINGT-TREIZE. Gallimard, 2012. Repris dans « Folio actuel », n° 157, 2012.
- TERREUR ET MARTYRE. Relever le défi de civilisation. Flammarion, 2008. Repris dans « Champs », 2009.
- DU JIHAD À LA FITNA, Bayard, 2005.
- FITNA. Guerre au cœur de l'islam. Gallimard, 2004. Repris dans « Folio actuel », n° 126, 2007 ; rééd. 2015.
- CHRONIQUE D'UNE GUERRE D'ORIENT (automne 2001), suivi de BRÈVE CHRONIQUE D'ISRAËL ET DE PALESTINE (avril-mai 2001), 2002.
- JIHAD. Expansion et déclin de l'islamisme. Gallimard, 2000. Repris dans « Folio actuel », n° 90, nouvelle édition refondue et mise à jour, 2002 ; rééd. 2015.
- À L'OUEST D'ALLAH. Éd. du Seuil, 1994. Repris dans « Points Seuil », 1995.
- LA REVANCHE DE DIEU. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde. Éd. du Seuil, 1991. Repris dans « Points Seuil », 1992 et 2003.
- LES BANLIEUES DE L'ISLAM. Naissance d'une religion en France. Éd. du Seuil, 1987. Repris dans « Points Seuil », 1991 ; rééd. 2014.
- LE PROPHÈTE ET PHARAON. Les mouvements islamistes dans l'Égypte contemporaine. La Découverte, 1984. Repris dans « Folio histoire », n° 194, 2012.
- Direction d'ouvrage*
- AL-QAIDA DANS LE TEXTE. PUF, 2005. Repris dans « Quadrige », 2006.
- EXILS ET ROYAUMES. Les appartenances au monde musulman. Presses de Sciences Po, 1994.
- LES POLITIQUES DE DIEU. Éd. du Seuil, 1992.
- INTELLECTUELS ET MILITANTS DE L'ISLAM CONTEMPORAIN, en collaboration avec Yann Richard. Éd. du Seuil, 1990.

EspritçduMonde

GILLES KEPPEL

Sortir du chaos

LES CRISES EN MÉDITERRANÉE
ET AU MOYEN-ORIENT

Cartes inédites de Fabrice Balanche

Esprit du Monde
Gallimard

*La recherche et la préparation pour ce livre
ont été rendues possibles par une bourse
de la Levant Foundation.*

© Éditions Gallimard, 2018.

© Fabrice Balanche, 2018, pour les cartes / adaptation EdiCarto.

Couverture : Carte de couverture : Jacques Ferrandez.

À mon père

INTRODUCTION

Tombeau pour la Syrie

Quatre décennies avant la rédaction de ce livre, en 1977-1978, je passai une année en Syrie, boursier de langue arabe à l'Institut français de Damas. C'était une étape obligée pour les arabisants en herbe, le sésame qui nous introduirait dans la caverne où étaient celés les secrets grammaticaux et phonologiques de l'Orient qui nous passionnait. À de rares exceptions près, nul n'entrait alors dans la carrière s'il n'avait séjourné au « Shâm » comme nous disions entre nous, utilisant le vieux terme sémitique encore usité dans le dialecte local qui signifie à la fois le Levant et sa capitale traditionnelle. Dans la géographie musulmane où l'on fait face à La Mecque à partir de l'Occident, le Shâm désigne la gauche, ou le Nord, et son opposé le Yémen, la droite, ou le Sud.

Aucun de mes camarades ni moi n'aurions pu imaginer que, quarante ans plus tard, ce même terme de Shâm deviendrait le cri de ralliement des jihadistes des banlieues françaises rejoignant les rangs de l'« État islamique » (ou Daesh) pour y massacrer les « apostats » – et notamment les alaouites, cette confession ésotérique à laquelle appartenait Hafez al-Assad, le président syrien (son fils

Bashar avait douze ans à l'époque) – avant de revenir tuer leurs propres concitoyens « infidèles », au Bataclan ou au Stade de France. Et dans mes pires cauchemars je n'avais jamais songé que je me retrouverais en juin 2016 condamné à mort en tant qu'arabisant chevronné par un daeshien franco-algérien de Roanne et Oran, installé dans la ville syrienne de Raqqa où l'« État islamique » avait établi son éphémère capitale. La sentence avait été prononcée *via* l'application Facebook.live utilisée par un affidé du premier, assassin franco-marocain d'un policier et de son épouse à Magnanville, dans les Yvelines. Et que je serais par voie de conséquence contraint de vivre à Paris, en plein Quartier latin, sous protection policière. Bien sûr, à l'époque Internet était inconnu, inenvisageable, impensable, et l'atlas en deux dimensions donnait à voir des États confinés par des frontières correspondant à autant de territoires délimités par d'épais traits noirs. Telle était la carte de l'Empire romain accrochée au-dessus du tableau dans la classe de Lettres supérieures en 1974 qui suscita mon rêve d'Orient et me poussa à embarquer l'été suivant sur un bateau à Venise pour Istanbul, le Levant et l'Égypte, afin de découvrir les contrées charnelles qu'elle dessinait. On ne pouvait aucunement anticiper l'infini carambolage que la toile numérique et les réseaux sociaux introduiraient dans les esprits et les représentations du monde, la confusion mentale qui irait de pair avec l'effacement de la distance et de la perspective, la disparition des repères de l'espace et du temps qui nous a fait perdre la boussole quarante ans plus tard.

Pourtant, si Damas elle-même était calme en cette fin des années 1970, le chaos n'en avait pas moins ravagé

déjà le Liban voisin. La guerre civile, avec son cortège d'atrocités intimes, y faisait rage selon des lignes politico-confessionnelles témoignant de l'embrouillement de ces deux identités, entre « islamo-progressistes » et « chrétiens conservateurs ». Ces appellations hybrides exprimaient le conflit qui, autour de la présence armée des réfugiés palestiniens au Liban, opposait pour le pouvoir des maronites en déclin démographique, majoritairement pro-occidentaux, et des sunnites plutôt attirés par le camp socialiste – d'où leur épithète, qui paraît aujourd'hui saugrenue ou désuète, de « progressistes ». Bien peu d'observateurs percevaient alors le jeu des pétromonarchies de la péninsule Arabique et du wahhabisme saoudien, fabuleusement enrichis depuis les lendemains de la guerre d'octobre 1973 par l'augmentation vertigineuse des prix du pétrole qui ferait d'eux l'acteur principal de la réislamisation virulente de la région et viserait à araser l'esprit cosmopolite du Levant de ma jeunesse. Et personne n'imaginait que la révolution iranienne surgirait dans la foulée, faisant des chiites autrefois marginaux, mais radicalisés à leur tour par une doctrine islamiste concurrente, la force politique majeure du Liban puis d'un vaste croissant de territoires traversant Syrie et Irak jusqu'à la Perse.

Mes camarades à l'Institut de Damas et moi étions fascinés par cette civilisation levantine où nous projetions nos fantasmes mêlés. Nous avons peu lu en règle générale, et n'étions guère familiers du corpus des voyageurs en Orient depuis Volney ou Chateaubriand, nos prédécesseurs oubliés. Nous étions pour la plupart imbus d'un gauchisme sommaire dont l'idéologie régnait sur le microcosme étudiantin dans la décennie écoulée depuis Mai 68. En dix ans il avait toutefois perdu son dogmatisme originel

et il en restait une *doxa* approximative, une vision brouillonne du monde, articulée autour de quelques certitudes, dont l'anti-impérialisme et l'antisionisme constituaient les clés de voûte. En attendant qu'elles s'écroulent, la Syrie de Hafez al-Assad, fer de lance de la résistance à Israël et champion du progressisme arabe, recevait *a priori* nos suffrages.

J'ai assez rapidement déchanté. J'aimais beaucoup la campagne syrienne – qui me rappelait le village familial de l'arrière-pays niçois des vacances enfantines et aussi la geste de l'*Odyssee* tout juste étudiée en classe préparatoire où j'avais accompli mes humanités gréco-latines. Mais cette récurrence romantique ne put occulter bien longtemps la brutalité d'un régime et la violence d'une société que j'ai retrouvées parfaitement décrites et illustrées dans les albums parus en 2014 de Riad Sattouf (lui-même né cette année 1978) *L'Arabe du futur* – exactement comme je les avais vécues ou observées moi-même. Avec mes camarades dont la liberté n'avait souffert, au Quartier latin, aucune entrave, nous apprîmes à baisser la voix en public, à nous méfier de chacun, découvrant l'ordinaire d'une dictature « de gauche », évitant de parler de ceux qui avaient disparu dans les geôles comme de fréquenter leurs proches. Et surtout, je fis la connaissance à l'Institut français de Damas du chercheur Michel Seurat, de huit ans mon aîné (il naquit en 1947). Excellent arabisant et sociologue inspiré par Alain Touraine, il consacrait ses travaux à l'analyse du régime syrien. Résidant par la suite au Liban avec sa femme et ses petites filles, il paierait de sa vie ses recherches, enlevé le 22 mai 1985 à l'aéroport de Beyrouth comme otage par une évasive « Organisation du jihad islamique » diligentée depuis Téhéran et Damas, et

mourait en détention en 1986, vilipendé par ses assassins comme « chercheur espion spécialisé ».

Avant même ce traumatisme qui a marqué mon existence et profondément influencé mon regard, c'est la désillusion née du choc de la réalité syrienne qui me poussa, de retour à Paris et inspiré par l'admiration que je vouais à Michel Seurat, à délaisser les humanités classiques et la civilisation arabe ancienne qu'elles avaient hybridée pour des études politiques destinées à élucider ce drame qui se jouait au Moyen-Orient et avait mis à mal mes certitudes simplistes. À peine admis comme élève à Sciences-Po en 1978, j'avais été confronté à cet autre paradoxe : le déclenchement de la « révolution islamique » iranienne. Malgré l'année passée à Damas, je n'avais pas le recul qui m'aurait permis d'inscrire en perspective l'islamisation « révolutionnaire », chiite et anti-impérialiste de Téhéran avec son pendant « réactionnaire », sunnite et antisocialiste à Riyad. Pourtant, c'est dans ces années 1970 que commença le cycle du chaos dont les deux moteurs furent la croissance faramineuse de la rente pétrolière et l'exacerbation de l'islamisme politique – et qui démolirent le Levant. La corrélation de ces deux phénomènes a structuré le demi-siècle écoulé, couvrant l'histoire de deux générations. C'est dans le pays du Shâm qu'elle a atteint son paroxysme monstrueux, avec la proclamation, le 29 juin 2014, au début du Ramadan, du « califat » de Daesh. Cette année-là connut une chute inouïe de 70 % du prix du brut, contraignant à repenser les scénarios à moyen et à long terme pour le développement de la région, ses modèles politique, économique, social – jusqu'à la place de la religion en son sein. Cet événement était dû à plusieurs causes : l'exploitation du pétrole de schiste aux États-Unis, qui redevinrent

l'un des trois premiers producteurs mondiaux, avec la Russie et l'Arabie saoudite. Mais également la transformation des comportements des consommateurs des pays de l'OCDE, avec la perspective de la généralisation des véhicules électriques – tirant les cours vers la baisse à terme par réduction de la demande. Ces phénomènes simultanés questionnent l'économie rentière telle que nous l'avons connue au cours du demi-siècle écoulé au Moyen-Orient, ainsi que la pérennité de son corollaire, l'hégémonie de l'islamisme politique propagé tant par les pétromonarchies arabes que par leurs rivaux iraniens sur la rive opposée du golfe Persique.

Un événement trivial en apparence témoigne de ce découplage inédit entre les dynasties de la péninsule et l'establishment salafiste qui a fourni durant ces décennies la légitimation religieuse de leur pouvoir, tout en se diffusant grâce à leur aval à l'ensemble du monde musulman sunnite : le décret du roi Salman d'Arabie saoudite le 26 septembre 2017 autorisant à la fin du Ramadan 2018 les femmes à conduire malgré les protestations des oulémas au nom de leur conception rigide de la morale. Ce décret passe vingt-sept ans – une génération – après que, le 6 novembre 1990, des Saoudiennes qui avaient pris le volant à Riyad y furent poursuivies et vilipendées. Confronté à la nécessité de réorganiser le marché du travail et d'y faire entrer la population féminine en permettant sa mobilité, afin d'assurer l'ère postpétrolière, le prince héritier saoudien Mohammed Ben Salman, âgé de trente-deux ans, une première dans cette monarchie gérontocratique, incrimine en novembre 2017 la surenchère extrémiste dans laquelle le pays s'est engagé selon lui depuis 1979. En effet, cette année charnière commença par le retour de

Khomeyni à Téhéran et s'acheva par l'invasion soviétique de l'Afghanistan, prélude au jihad dans ce pays – lequel ouvrit la boîte de Pandore d'un terrorisme islamiste international qui perdure depuis lors. C'est l'essence même du système saoudo-wahhabite qui est ainsi remise en question, tel qu'il avait dominé le Moyen-Orient depuis la victoire de l'arme des hydrocarbures dans la guerre d'Octobre opposant Israël aux États arabes – dont les surnoms de « guerre du Kippour » ou « guerre du Ramadan » disent aussi combien elle serait emblématique de l'engorgement à venir de l'espace politique par le dogme religieux.

Les pages qui suivent sont consacrées à mettre en perspective ces décennies chaotiques – puis à envisager les voies de sortie qui se dessinent. Parce que ce demi-siècle a coïncidé avec l'expérience de l'auteur, qui en a été sur le terrain le témoin, l'observateur et un chroniqueur, jusqu'à être aspiré dans son objet d'étude lui-même par la sentence de mort de Daesh à son encontre, elles revendiquent une interprétation personnelle qui guidera et organisera les faits, mêlant des événements simples qui me paraissent éclairants avec le recul aux scansions de la « longue durée ».

Les quatre premières décennies, depuis la guerre d'octobre 1973 jusqu'aux soulèvements connus comme « printemps arabes » qui adviennent en réalité à l'hiver 2010-2011, sont synthétisées de manière généalogique dans la première partie du livre. On y suivra la montée en gamme de l'islamisation du politique, et la spirale du jihad qui envahit peu à peu la planète – à partir de l'année 1979 où la belligérance en Afghanistan, grâce aux boutefeux américains, répond à la révolution iranienne, et aboutira à la chute de l'URSS dix ans plus tard. On y verra les

trois phases successives de ce jihadisme qui passera par le 11 septembre 2001, frappant les États-Unis en un retour de manivelle aussi stupéfiant que dramatique – qui marque spectaculairement le début d’un millénaire chrétien auquel se superpose un improbable millénaire islamiste. Cette rétrospective se nourrit de la demi-douzaine d’ouvrages publiés sur le sujet, depuis *Le Prophète et Pharaon* (1984) jusqu’à *Terreur et martyre* (2008), n’en retenant et organisant que les matériaux qui m’ont paru pertinents pour interpréter les phénomènes contemporains cruciaux survenus durant les années 2010.

Cette décennie paradoxale, objet de la deuxième partie du livre, commence par l’espoir immense des « printemps arabes » de 2011 mais se prolonge par la proclamation de l’« État islamique » de Daesh et la généralisation du terrorisme islamiste jusque sur le territoire européen, s’achevant par la chute du « califat » en automne 2017 avec la reconquête de Raqqa, après Mossoul. L’analyse de cette contradiction – qui voit des soulèvements démocratiques ayant engendré tant d’attentes aboutir à l’horreur absolue de Daesh, d’un côté, et à la remise en selle de régimes autoritaires, de l’autre, tandis que prospèrent États rogues et zones de non-droit – s’alimente des enquêtes et recherches sur le terrain menées des deux côtés de la Méditerranée. Nourries des questionnements posés dans *Passion arabe* (2013) comme dans *Terreur dans l’Hexagone* (2015), elles passent en revue la situation dans les six pays qui ont vécu une « révolution arabe » – respectivement la Tunisie, l’Égypte, la Libye, Bahreïn, le Yémen et la Syrie –, à laquelle s’ajoutent des considérations sur l’Irak, car c’est à l’articulation entre ces deux derniers États qu’est né et a grandi le monstre Daesh. Grâce à la chute de celui-ci

à la fin de 2017, on dispose du recul nécessaire pour appréhender l'ensemble des événements de cette période tragique. Je me suis efforcé de dresser un tableau global d'une masse de faits que nous venons de connaître – ou de subir violemment – au premier degré, d'en tirer les enseignements en inscrivant l'histoire immédiate dans la mémoire longue des décennies précédentes. Le Levant et particulièrement la Syrie, auxquels sont consacrés les pages les plus nombreuses, constitue le cœur de ce livre, tant il me paraît que dans cette région se sont cristallisées et ont été portées au paroxysme les crises qui secouent la Méditerranée et le Moyen-Orient.

On proposera enfin en dernière partie d'interpréter les événements advenus à partir de l'hiver 2017-2018, dans la période qu'ouvrent la chute de Daesh et la défaite annoncée de l'insurrection syrienne, pour prendre la mesure des bouleversements tectoniques dont se précisent les signes avant-coureurs. Ce matériau, dont beaucoup d'éléments ont été recueillis de première main en parcourant l'Afrique du Nord et le Proche et le Moyen-Orient, doit nous permettre d'imputer au mieux les hypothèses de scénarios qui englobent dans un même ensemble les deux rives de la Méditerranée – pour le meilleur ou pour le pire. Quelles seront les conséquences pour le futur du jihadisme et du salafisme, de la fracturation du « bloc sunnite » et des bouleversements en cours dans la péninsule Arabique ? L'Iran assure-t-il l'hégémonie sur la région d'un « croissant chiite », ou l'affrontement avec l'Amérique de Donald Trump transformera-t-il ses succès en victoire à la Pyrrhus ? Quels arbitrages la Russie de Vladimir Poutine, redevenue une grande puissance par son implication dans la question syrienne, fera-t-elle entre des alliés aussi

improbables qu'Israël, l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Iran ? Et l'Europe, qui se retrouve au cœur d'une zone de crise l'affectant au premier chef par sa façade méditerranéenne que traversent terroristes et réfugiés, parviendra-t-elle à surmonter sa passivité et à s'imposer de nouveau comme protagoniste géopolitique ? Inhibée aujourd'hui par le blocage de ses institutions, elle assiste impuissante à la poussée centrifuge des partis d'extrême droite comme d'un populisme gauchiste mêlé d'islamisme.

Le désintérêt de la superpuissance américaine, désormais productrice majeure de pétrole et gaz de schiste, pour la région Moyen-Orient-Méditerranée, engagé sous la présidence Obama et confirmé de manière spectaculaire par son successeur Donald Trump, contraint l'Europe à assumer de plain-pied ses responsabilités. Dans cette configuration, la régénération du Levant est un enjeu cardinal. Ayant été privé de ses forces vives après que sa population la plus entreprenante eut émigré vers les rives d'un golfe Persique qui devrait être impacté par la baisse structurelle des cours du brut après les massacres qui ont épuisé les adversaires en présence, la réaffirmation du Levant à l'articulation entre l'Europe et le Moyen-Orient et dans leur continuité mutuelle est l'une des voies à frayer pour éviter un affrontement culturel perpétuant les crises vécues durant les décennies passées. C'est à définir les contours de cette exigence nécessaire que ce livre voudrait modestement contribuer pour construire notre avenir – au-delà du chaos.

Première partie

LE BARIL ET LE CORAN

L'islamisation de l'ordre politique
(1973-1979)

LE CRÉPUSCULE DU NATIONALISME ARABE

En assignant à la guerre d'octobre 1973 le commencement du chaos au Moyen-Orient – qui se diffusera au monde le 11 septembre 2001 puis culminera avec l'« État islamique » de Daesh en 2014-2017 –, on voudrait d'abord pointer la rupture culturelle majeure alors avec l'élite politique qui s'était emparée du pouvoir au moment de la décolonisation. Ses dirigeants les plus fameux – Nasser, Bourguiba –, ses partis les plus emblématiques, le Baath en Syrie et en Irak, l'OLP en Palestine, avaient mis à distance la légitimation islamique traditionnelle dont les dynasties musulmanes avaient usé pour asseoir leur autorité depuis la prédication du Prophète et l'ordre social qu'il avait instauré à Médine et La Mecque au début de l'ère hégirienne (622 après J.-C.).

Jusqu'aux années 1960, le Baath comme le Néo-Destour tunisien affichaient un laïcisme qui n'avait guère à envier à celui qu'avait établi Atatürk en substituant la République de Turquie à l'Empire ottoman, ou à celui qui prévalait à la cour du shah d'Iran Mohammed Reza Pahlavi. Nasser

lui-même, qui avait domestiqué la millénaire mosquée-université d'Al-Azhar pour en faire un instrument de sa propagande tiers-mondiste, s'il se montrait volontiers à la prière du vendredi pour se rapprocher de la piété populaire de la masse égyptienne, multipliait les saillies anticléricales. De plus, il avait mené une répression impitoyable contre l'organisation des Frères musulmans, la matrice de l'islamisme politique sur les bords du Nil au xx^e siècle. Fondée en 1928 par l'instituteur Hassan al-Banna à Ismaïlia, capitale de l'enclave internationale du canal de Suez en terre égyptienne et symbole de la domination coloniale européenne, la confrérie voulait relever le flambeau après la suppression en 1924 du califat ottoman par Atatürk. Elle avait d'autant plus applaudi à la prise du pouvoir par Nasser et ses camarades les Officiers libres en 1952 qu'elle voyait en ceux-ci son bras séculier pour instaurer un État fondé sur la mise en œuvre de la charia – la loi inspirée des Écritures saintes. Le conflit entre les deux partenaires devenus adversaires se traduisit par le démantèlement de l'organisation en 1954, la pendaison de plusieurs de ses dirigeants, l'exil de ceux qui le pouvaient vers la péninsule Arabique où ils développèrent leur prosélytisme, et l'emprisonnement dans des camps à régime sévère, où la torture était routinière, des cadres arrêtés – dont le futur idéologue majeur du jihadisme contemporain, l'activiste et littérateur Sayyid Qotb.

Mais cette sécularisation orientale ne représentait qu'un simulacre de la laïcité démocratique en terre européenne. Tout d'abord parce qu'il n'y avait pas véritablement de séparation des domaines politique et religieux, mais plutôt subordination des institutions culturelles, certes atrophiées, aux appareils du pouvoir, dans un but de contrôle

social, ou pour démontrer la compatibilité de l'islam avec la doctrine nationaliste, voire socialiste officielle. Ensuite et surtout car le gouvernement avait été conquis de force par les élites ayant capté le processus de l'indépendance – quelles qu'en fussent les modalités. En dépit de la promesse démocratique censée répondre à l'aspiration à la liberté des anciens colonisés, ceux-ci avaient changé de maîtres pour passer sous la férule de coterie militaires, dynastiques ou partisans dont la main, bien qu'indigène, s'avérait aussi lourde, sinon davantage, que celle des Européens.

Cela s'accompagna de piètres performances économiques et sociales, et l'invocation de la justice et du droit positif ne fut que le discours menteur du despotisme. Dans les États arabes, au Moyen-Orient et tout particulièrement dans les « pays du champ de bataille » voisins d'Israël, cette forfaiture était justifiée par les urgentes nécessités de la lutte contre l'ennemi. L'antisionisme constituait en effet la troisième étape d'un nationalisme d'abord manifesté au XIX^e siècle contre la domination ottomane, puis au début du XX^e contre la tutelle européenne, et qui voyait dans l'implantation de l'entité juive au cœur du Levant et sur le territoire de la Palestine l'ultime vestige du colonialisme abominé. La rhétorique politique arabe faisait de son élimination un objectif permanent.

Après l'humiliation de la *nakba* (« catastrophe ») subie par les armées arabes en 1948 et la proclamation d'Israël par Ben Gourion le 15 mai, la crise de Suez en 1956, où les forces de l'expédition tripartite anglo-franco-israélienne avaient été contraintes par la pression américaine et soviétique de se retirer du canal nationalisé par Nasser, avait réconforté ce nationalisme. Le Caire cependant s'ali-

gnait sur l'URSS et mettait en œuvre le socialisme sur le modèle soviétique. En revanche, la guerre des Six-Jours de juin 1967 déclenchée par une offensive aérienne israélienne fulgurante après que le raïs égyptien eut bloqué les détroits de Tiran, à l'entrée du golfe d'Aqaba, pour empêcher l'approvisionnement du port d'Eilat, constitua la « défaite » (*naksa*) par excellence du nationalisme arabe. L'armée de l'État juif conquiert la péninsule du Sinaï, la bande de Gaza, la Cisjordanie incluant Jérusalem-Est, ainsi que les hauteurs du Golan. Par-delà l'ampleur des pertes territoriales, cette guerre éclair induisit l'échec moral ultime des dirigeants arabes issus de l'indépendance, dont la rhétorique avait crevé soudain comme une baudruche face à la réalité des faits militaires.

La *naksa*, dans le cas égyptien, fut l'estocade finale d'une série de revers extérieurs et intérieurs. L'armée s'était enlue au Yémen dans une expédition coûteuse et sanglante, où elle avait appuyé à partir de 1962 les forces républicaines contre les royalistes soutenus par l'Arabie saoudite. En 1966, faisant face au mécontentement populaire, Nasser avait fait exécuter Sayyid Qotb, le principal idéologue des Frères musulmans. Celui-ci venait de publier son manifeste, *Signes de piste, le Que faire ?* de la mouvance islamiste radicale. Dans ce texte fondateur pour les jihadistes de la génération suivante, l'auteur fait de la prison où les militants sont torturés la figure métonymique par excellence du nationalisme arabe exécré, qu'il qualifie de *jahiliyya* – l'ère de l'« ignorance » ou de la barbarie par laquelle les Écritures désignent l'Arabie avant la Révélation du Coran au Prophète, et que celui-ci détruisit pour instaurer l'islam. Qotb en appelle à l'identique à anéantir la « *jahiliyya* du xx^e siècle » dont le

nassérisme est le parangon en utilisant tous les moyens, et notamment le « mouvement » (*haraka*), c'est-à-dire le jihad armé. En excommuniant, en « déclarant infidèle » (*takfir*) le régime, *Signes de piste* convoque la légitimité religieuse pour justifier la violence sacrée contre l'État. Ce coup de force – qui ne fait pas l'unanimité chez les Frères musulmans – créera le courant « radical » au sein de l'organisation, voué à d'immenses développements par la suite, de l'Afghanistan jusqu'à Al-Qaïda. En 1966, il est sanctionné par la pendaison de Qotb – l'année qui précède la défaite de 1967. Parmi ses disciples, nombreux sont convaincus que celle-ci est la punition de Nasser par Allah pour avoir supplicié Son martyr.

Le raïs démissionne puis retourne au pouvoir après qu'une foule énorme défile à travers l'Égypte aux cris de « Nasser, reviens ! ». Mais il décède trois ans plus tard, et l'idéal arabiste tel qu'il l'avait incarné ne lui survivra pas. C'est ce grand vide dans lequel s'engouffre l'islamisme politique : il trouvera en octobre 1973 un formidable levier.

L'Égypte est le principal vaincu de la guerre des Six-Jours et elle entraîne dans sa défaite le nationalisme nassérien, auquel se substitue pour un temps une cause palestinienne qui cherche à s'émanciper des États arabes. En 1969, le nouveau leader de l'Organisation de libération de la Palestine, Yasser Arafat, secoue la tutelle du Caire et fait de la Jordanie, où vivent de nombreux réfugiés palestiniens, sa base arrière pour mener la lutte armée contre Israël. En défiant de la sorte l'autorité du roi Hussein, les organisations palestiniennes accroissent la tension qui atteint un paroxysme lorsque trois avions de ligne sont détournés sur l'aéroport jordanien de Zarqa par le Front populaire

de libération de la Palestine (FPLP), un parti marxiste dirigé par Georges Habache, le 6 septembre 1970. La répression cause plusieurs milliers de morts palestiniens. Après un processus enclenché par les accords du Caire trois semaines plus tard entre Arafat, le roi Hussein et Nasser – au terme desquels Nasser décède – les groupes armés palestiniens finiront par quitter la Jordanie. Ils iront se réimplanter dans les camps de réfugiés au Liban, le pays le plus faible de la région. Ils y seront l'adjuvant de la décomposition de ce pays cinq ans plus tard, et de la destruction progressive du Levant qui s'ensuivra, dans un contexte totalement transformé par l'islamisation du politique qu'impulse la nouvelle hégémonie saoudienne issue du conflit d'octobre 1973.

LA GUERRE DU RAMADAN D'OCTOBRE 1973 : ARME DU PÉTROLE ET PROTOJIHAD

Anouar al-Sadate, qui succède à Nasser ce même mois de septembre 1970 comme candidat de compromis parmi un état-major divisé, commence difficilement son mandat, moqué par les *nukat* (blagues) populaires qui le dépeignent comme stupide, tel Badinguet vu par Adolphe Thiers. La pression est d'autant plus forte pour qu'il lave l'humiliation de juin 1967 par une offensive dont il n'a guère les moyens immédiats. Ce rural matois issu d'un village du delta du Nil saura pourtant, comme Louis-Napoléon Bonaparte, rouler tous ceux qui l'ont sous-estimé – sauf les jihadistes qui l'assassineront. Proche dans sa jeunesse des Frères musulmans, il libère ceux-ci de prison et encourage discrètement leur prosélytisme dans les campus universi-

taires où marxistes et nassériens de gauche sont ses opposants les plus virulents. En quelques années, ces derniers seront éliminés et les *gama'a al islamiyya* (associations islamiques) d'obédience qotbiste auront pris le contrôle de l'activisme étudiantin.

Dans le même temps, il prépare avec ses conseillers militaires soviétiques, qui font le lien avec le président syrien Hafez al-Assad, parvenu au pouvoir comme lui à la suite de la défaite, l'assaut sur les positions israéliennes, qui a lieu le 6 octobre 1973, maximisant l'effet de surprise du jeûne juif du Kippour qui fait tourner Israël au ralenti. La ligne fortifiée Bar-Lev est enfoncée sur le canal de Suez par les troupes égyptiennes et les Syriens pénètrent dans le Golan occupé par Israël depuis 1967. Le succès dans cette première percée vaudra aux deux leaders des surnoms élogieux, comme « le héros de la traversée » (*batal al 'oubour*) pour Sadate ou « le lion d'octobre » (*Assad tichrine*) pour Assad – dont le patronyme signifie « lion » en arabe. Mais l'issue finale de la guerre, qui sauva l'honneur des dirigeants arabes, ne serait pas advenue comme telle sans l'intervention décisive de l'Arabie saoudite et des pétromonarchies de la péninsule Arabique pour rétablir la situation à la suite de la contre-offensive victorieuse déclenchée par les Forces de défense d'Israël (Tsaahal). Celles-ci ont retraversé le canal de Suez, encerclé la troisième armée égyptienne et ont atteint le kilomètre 101 sur la route de Suez au Caire. Simultanément elles sont parvenues en Syrie à 40 km de Damas. Cette avancée est rendue possible par le pont militaire aérien américain qui ravitaille quotidiennement l'État hébreu. Les 16 et 17 octobre, les pays arabes producteurs de pétrole, réunis à Koweït, décident en rétorsion une augmentation unilaté-

rale de 70 % des prix du brut et une réduction mensuelle de 5 % des exportations jusqu'à évacuation des territoires occupés et reconnaissance des droits des Palestiniens. Le 20 octobre, le roi Fayçal d'Arabie saoudite proclame un embargo sur les livraisons aux États-Unis et aux Pays-Bas « qui soutiennent Israël ».

Ce sera l'arme fatale – sauvant la face aux dirigeants arabes du champ de bataille, mais, par-delà cet épisode politico-militaire, bouleversant l'ordre du monde en faisant de la rente pétrolière l'un des vecteurs de puissance centraux de la planète, et conférant à ceux qui la contrôlent un pouvoir exorbitant. Les cours quadruplent en quelques jours. Dans l'immédiat, cette pression économique, qui fait du conflit israélo-arabe un enjeu de politique intérieure de tous les pays importateurs d'hydrocarbures, a pour conséquence de frustrer l'État hébreu de sa contre-offensive victorieuse : Sadate et Assad ont été sauvés par Fayçal et les émirs du naphte, Tel-Aviv accepte l'armistice sous la contrainte des États-Unis et de l'Occident, affolés par la répercussion de l'inflation sur leur balance commerciale. Les pétromonarchies vont désormais consolider leur domination en utilisant leur fortune que l'envolée des cours rend fabuleuse pour financer la diffusion partout dans le monde sunnite d'une idéologie rigoriste et conservatrice. Mais il leur sera difficile de faire rentrer le génie du jihad dans sa bouteille une fois sorti, et ils seront à leur tour victimes de celui-ci.

Une large partie de la littérature populaire arabe contraste la défaite de 1967 et la « victoire » de 1973 en attribuant la première à l'irrégiosité du régime nassérien et la seconde à la piété explicite manifestée pendant cette guerre qui se déroule pendant le Ramadan, et prend ainsi

la dimension légale d'un jihad. En effet, durant le mois béni, le jeûne est obligatoire du lever au coucher du soleil – une condition peu propice aux opérations militaires. Mais cet impératif peut être levé en cas de jihad, car si la communauté des croyants se trouvait en état de faiblesse pour combattre, elle risquerait de disparaître face à ses ennemis, ce qui mettrait en danger la pérennité de l'islam lui-même. Les oulémas égyptiens et syriens ont donc, pour que les soldats consomment leurs rations, proclamé, à l'instigation du pouvoir politique, que la guerre du Ramadan était un jihad. Par-delà la dimension instrumentale de cette fatwa, l'affrontement est *ipso facto* devenu effectivement tel, accompagnant le mouvement global qui a conféré la victoire finale à des pétromonarchies connues pour leur strict rigorisme. D'autres commentaires édifiants, dans la même ligne, comparent avantageusement le cri d'*Allah akbar* poussé par les troupes en 1973 qui les a conduites au succès, au « Terre ! Air ! Mer ! » imposé par la hiérarchie « impie » en 1967 qui a mené à une inéluctable défaite.

L'utilisation de l'arme du pétrole en octobre 1973 s'inscrit également dans une altération de la relation saoudo-américaine formalisée par l'accord entre Franklin D. Roosevelt et le roi Ibn Saoud le 14 février 1945 à bord du croiseur *Quincy*, amarré dans les lacs amers du canal de Suez. Arrivant directement de Yalta et souhaitant sécuriser les approvisionnements en hydrocarbures de l'Occident dans la perspective d'un « partage du monde » conflictuel avec l'Union soviétique riche des gisements azéris et sibériens, le président des États-Unis prend le relais du Royaume-Uni exsangue au sortir des combats pour assurer la protection de la monarchie saoudienne en contre-

partie de l'exploitation de ses réserves par la compagnie américaine Aramco (Arabian American Oil Company). Ce pacte de la « Saint-Valentin » – une date propice à des engagements éternels – fut la première raison d'être de la présence américaine au Moyen-Orient, et il avait précédence sur la relation avec l'État juif – dont la France serait le principal fournisseur d'armements jusqu'à la guerre de 1967 (où les avions Mirage de Dassault furent la clé de la victoire israélienne). Lors de l'expédition de Suez en 1956, les États-Unis avaient exigé le retrait des troupes israéliennes du Sinaï – comme des parachutistes anglo-français du canal, démontrant que les intérêts d'Israël n'étaient pas prioritaires à leurs yeux. Ce ne fut qu'à la suite du refus de De Gaulle de continuer à approvisionner Tel-Aviv, après sa célèbre conférence de presse du 27 novembre 1967 où il critiqua l'occupation des territoires conquis durant la guerre des Six-Jours, que Washington prit le relais du soutien militaire et renversa l'accord du *Quincy* en faisant prévaloir la défense d'Israël sur le deal pétrolier. Et la partie saoudienne s'estima d'autant plus libre de porter en rétorsion un coup de canif au contrat en octobre 1973 que l'augmentation des prix du brut faisait aussi l'affaire, sur le moyen terme, des exploitants américains du Texas – parmi lesquels la Zapata Petroleum Company, fondée en 1953 par le futur président George H. W. Bush, permettant de nouer de fructueuses relations aux États-Unis. Toutefois, le changement du rapport de forces en faveur des pays producteurs leur donna l'opportunité de nationaliser les compagnies pétrolières étrangères présentes sur leur sol et d'en toucher directement les dividendes au lieu de se contenter des royalties versées jusqu'alors par les sept « majors » dites *Seven Sisters* – ce qui accrut encore la

richesse des pétromonarchies et leur capacité d'influence pour remodeler le Moyen-Orient et faire progresser la réislamisation de l'ordre politique régional.

LA MISE EN PLACE GRADUELLE DE L'ISLAMISATION DES SOCIÉTÉS

La propagation *urbi et orbi* d'un sunnisme wahhabite et conservateur avait été l'un des instruments de la politique étrangère saoudienne afin de faire pièce aux missions de l'université Al-Azhar du Caire que Nasser envoyait aux quatre coins de la planète pour expliquer la compatibilité de l'islam avec le socialisme. C'était un sous-produit de la guerre froide, dans lequel chaque camp s'efforçait d'embrigader cette croyance. À telle fin, la Ligue islamique mondiale fut fondée le 15 décembre 1962 à La Mecque par le prince héritier Fayçal, au moment où les troupes égyptiennes entraînées par l'URSS avaient débarqué au Yémen et menaçaient la frontière saoudienne. Mais jusqu'en 1973, cette organisation n'eut qu'un rôle secondaire dans le grand affrontement idéologique entre Moscou et Washington, ainsi que leurs alliés respectifs dont le vocabulaire usait d'un autre registre, qui ne laissait à la question religieuse qu'une place annexe. L'ennemi nassérien disparu, elle bénéficia des fonds très importants à sa disposition avec l'augmentation vertigineuse du prix du baril pour répandre partout l'influence saoudienne, en faisant de ce pays le cœur du nouvel espace de sens islamique régional et international, centré sur la péninsule. Il importait désormais de conforter son hégémonie naissante et justifier, grâce à ce mécénat caritatif et orienté, la cap-

tation de la rente par les sunnites les plus intransigeants en récompense de leur extrême virtuosité. Mais la Ligue ne rentra pas dans des querelles de chapelle qui auraient limité son rayonnement : si elle se fixait pour tâche de lutter contre les « innovations » qui déformaient le « message pur et authentique de l'islam des origines » – visant notamment le soufisme mystique –, elle faisait toute sa place aux Frères musulmans, considérés à l'époque comme des alliés dans le projet global d'islamisation des sociétés, et de meilleurs connaisseurs du monde moderne à convertir que l'establishment des oulémas saoudiens.

Alors même que la masse des musulmans d'Europe, dont la plupart étaient travailleurs immigrés, se trouvèrent durement impactés par le chômage qui résulta de la débâcle économique à laquelle contribua fortement le quadruplement des prix du pétrole, la Ligue commença à ouvrir dans la seconde moitié des années 1970 des bureaux et des mosquées dans le Vieux Continent. Le but en était d'encadrer le mouvement d'islamisation naissant dans ces milieux en crise identitaire, touchés par la sédentarisation aléatoire de millions d'individus qui avaient décidé de demeurer dans leur pays d'accueil même si les emplois non qualifiés y disparaissaient.

L'Égypte exsangue du fait de ses dépenses militaires faramineuses et du poids de sa démographie, mais qui restait encore un pôle potentiel d'opposition à la propagation du wahhabisme, grâce à la longue histoire prestigieuse d'Al-Azhar, où le confrérisme soufi exécré par les salafistes était bien représenté, fut aussi une cible de choix. Il fallait la maintenir à flot mais dans une constante dépendance, afin d'exorciser toute velléité future de faire contrepoids au nouveau leadership saoudien. Sadate lui-

même, avant d'être mis au ban du monde arabe à la suite de son voyage à Jérusalem et de son discours à la Knesset le 20 novembre 1977, avait joué dans sa propre personne le jeu de l'islamisation. Il arborait la fameuse *zbiba* (« raisin sec »), comme on surnomme en Égypte le chancre brunâtre au milieu du front identifiant les pieux croyants qui se prosternent au sol cinq fois par jour lors des prières. Il avait fait adjoindre son prénom de Mohammed – non usité préalablement – à sa titulature, et précéder celle-ci de l'eulogie cérémonielle « le président croyant » (*al raïs al mou'min*). L'Égypte se couvrit de nouvelles mosquées immenses, bariolées de néons verts dont les haut-parleurs à pleine puissance dominaient la cacophonie urbaine, l'alcool fut interdit sur la compagnie aérienne Egypt Air, les Frères musulmans égyptiens exilés dans le Golfe sous Nasser revinrent investir leurs pétrodollars dans les banques islamiques compatibles avec la charia, et durant la décennie de la présidence de Sadate le paysage humain du pays fut transformé par le voilement massif des Égyptiennes.

Ces mesures, qui avaient une fonction prophylactique pour faire accepter à la population gavée de propagande antisioniste la volte-face que constitua le traité de paix conclu avec Israël en 1979, n'empêchèrent pas, bien au contraire, la contestation islamiste de se radicaliser. Elle disposait d'un terreau culturel fertile où plonger de profondes racines. Elle devait emporter le « président croyant », assassiné par « l'organisation du jihad » le 6 octobre 1981 durant la parade militaire qui célébrait le « héros de la traversée » du canal de Suez huit ans plus tôt. Peu de larmes furent versées en Égypte sur ce Pharaon impopulaire, comme je le constatai en vivant alors au Caire. Parmi les plaisanteries acerbes que répandit l'humour égyptien,

l'une des plus fameuses racontait qu'un balayeur, nettoyant le sol sous la tribune d'honneur au lendemain de la mort de Sadate, avait trouvé une sorte de raisin sec par terre : « Qu'est-ce que c'est que ça ? Ah oui, c'est la *zbiba* du président ! » – signifiant par là que l'affichage ostensible de sa piété au milieu de son front n'était qu'un postiche.

La guerre civile libanaise fut un autre marqueur crucial de cette islamisation graduelle du Moyen-Orient, car elle redéfinit en catégories religieuses le répertoire de mobilisations politiques qui étaient jusqu'alors caractérisées par le nationalisme, exacerbées par la centralité de la « résistance palestinienne » contre l'« ennemi sioniste », et s'inscrivaient dans l'affrontement global entre les deux blocs soviétique et américain. La présence militaire palestinienne au Liban avait été entérinée par les accords secrets signés au Caire le 3 novembre 1969 entre le chef de l'armée libanaise et Yasser Arafat, créant une sorte d'État dans l'État dans le sud du pays, frontalier avec Israël. S'y adjoignirent de nouveaux combattants, à la suite des massacres du « Septembre noir » en Jordanie de 1970, réimplantés graduellement de ce pays au Liban avec l'aval des États arabes. Pour ces derniers il s'agissait de sauver la face par rapport à leurs populations en établissant un point focal près de l'« entité sioniste » d'où maintenir la nécessité de la pression par une guérilla de moyenne intensité. L'imaginaire de la résistance était alors à son zénith, renforcé en contraste par la lamentable prestation des armées arabes durant la guerre des Six-Jours. Les feuilles gauchistes du Quartier latin, où j'étais lycéen, titraient dans ces années-là : « La résistance palestinienne balayera les accords du Caire » et « La route de Jérusalem passe par

Amman, Beyrouth et Le Caire », mettant en équivalence l'« entité sioniste » et les « bourgeoisies arabes » dans le combat universel à mener pour l'avènement du socialisme sur la terre.

Ces projets grandioses du messianisme marxiste n'aboutirent nullement ; en revanche, le fragile équilibre confessionnel du Liban fut bouleversé par l'implantation d'un mouvement armé qui, toute palestinienne que fut son identité nationale, se retrouvait dans la mosaïque du pays du Cèdre comme une force musulmane et sunnite – c'est-à-dire ni chrétienne ni chiite. Les maronites, pour lesquels en 1920 la France mandataire avait créé le Liban, donnant à nombre d'entre eux l'aisance qui leur avait permis d'entamer la transition démographique des classes moyennes, avaient vu leur proportion dans la population du pays décliner. À l'inverse, la masse chiite, paupérisée et marginalisée, connaissait un croît considérable, qui se traduisait par un exode rural et l'édification d'une gigantesque « banlieue » (*dahiyé*) dans le sud de Beyrouth. Durant la première moitié de la décennie 1970 – soit avant la révolution iranienne de 1978-1979 qui exalta l'identité particulière de cette dénomination –, les chiites étaient perçus au Liban de manière indifférenciée comme des musulmans, et donc comptés globalement parmi leurs ouailles par les notables sunnites, au sein desquels était choisi le Premier ministre (le président de la République, qui détenait alors l'effectivité du pouvoir, étant constitutionnellement maronite). En pareil contexte, l'implantation des organisations armées palestiniennes renforçait les musulmans dans leur ensemble, pour faire pression afin de réformer le système politique à leur profit et au détriment des chrétiens. De fait, les Palestiniens, localisés près de la frontière

israélienne dans le Sud peuplé majoritairement de chiïtes, entretenaient une relation complexe avec ceux-ci. Abou Jihad, lieutenant d'Arafat, avait aidé à créer les premiers partis chiïtes comme Amal ou le Mouvement des déshérités de l'imam Moussa al-Sadr au milieu des années 1970. Or, pour des conflits de territoire et parce que les bombardements israéliens en rétorsion aux lanceurs de missiles Katiouchas palestiniens depuis le sol libanais touchaient tout le sud du pays, les tensions étaient perceptibles. En 1978, pendant la révolution iranienne, Arafat offrit son concours organisationnel à Khomeyni, puis sollicita des fatwas en faveur de la « révolution palestinienne » pour réduire les hostilités avec les habitants chiïtes. Mais la généralisation des attaques israéliennes à partir de 1972 dégrada globalement les relations entre l'État libanais, notamment sa composante chrétienne, et les Palestiniens.

L'ensemble de ces facteurs explique le déclenchement de la guerre civile, le 13 avril 1975, lorsqu'un autobus transportant des Palestiniens fut assailli par des miliciens phalangistes (maronites), causant vingt-sept morts. La réplique du camp « islamo-progressiste », dans lequel la puissance de feu des organisations palestiniennes était déterminante, allait permettre à ce dernier d'obtenir l'avantage militaire, avec l'aval syrien dans un premier temps. Mais en juin 1976, Hafez al-Assad envoya son armée au Liban pour rétablir l'équilibre à son profit. L'occupation syrienne d'une large partie du pays durera près de trois décennies, ne s'achevant qu'en avril 2005. Des multiples rebondissements de la guerre civile, marqués entre autres par l'invasion israélienne du Sud en 1978 puis, de 1982 à 1985, de tout le territoire jusqu'à la banlieue de la capitale, par les enlèvements d'otages occidentaux à partir de

cette date, comme par les conflits fratricides entre factions chrétiennes, on retiendra pour notre narration deux faits majeurs. Tout d'abord la création du Hezbollah, qui voit le jour fin 1982, et acquiert une existence officielle en 1985. Né à l'instigation de l'Iran khomeyniste, ce parti chiite dominera trois décennies plus tard la vie politique libanaise après avoir dépossédé l'OLP de la résistance face à Israël. Ensuite les accords signés à Taëf, en Arabie saoudite en 1989, consacrent la défaite des chrétiens en faisant basculer le pouvoir du président de la République maronite au Premier ministre sunnite. Le principal bénéficiaire de cette opération est le milliardaire libano-saoudien Rafic Hariri, qui occupera de manière récurrente cette fonction à partir de 1992 et reconstruira le centre-ville dévasté de Beyrouth à travers le projet Solidere pour tenter d'en redynamiser l'économie – jusqu'à son assassinat le 14 février 2005 dans un attentat à Beyrouth sur le passage de son cortège dans ce même paysage urbain qu'il avait tant marqué de son empreinte.

Ce basculement apparent du Liban dans l'espace sunnite se manifeste par l'édification, sur la ligne de démarcation entre les zones chrétienne et musulmane de la capitale, dans le quartier des anciens souks ravagés par les combats, de la gigantesque « mosquée Hariri » jouxtant l'antique cathédrale maronite qu'elle écrase de sa masse. Paradoxalement, les accords de Taëf, en marginalisant explicitement les chrétiens au profit des musulmans, constituent en réalité une vaine tentative sunnite de bloquer l'irrésistible montée en puissance de la communauté chiite, devenue la première du pays par sa démographie, soutenue et armée par l'Iran à travers le Hezbollah. Pour comprendre les logiques de l'émergence d'une force concurrente chiite

à l'Arabie saoudite dans l'*espace de sens islamique* – dont l'aboutissement de la guerre civile syrienne en 2018 est la conséquence – il nous faut remettre en perspective les événements de l'année charnière 1979, qui commence avec le retour de Khomeyni à Téhéran en février et s'achève le jour de Noël par l'invasion soviétique en Afghanistan et le début du jihad sunnite dans ce pays, tandis que le traité de paix entre Israël et l'Égypte est signé en mars à Washington.

1979, ANNÉE CHARNIÈRE : LA SURENCHÈRE ENTRE CHIITES ET SUNNITES

Comme tous les producteurs d'hydrocarbures, l'Iran avait bénéficié substantiellement de la hausse du baril – même s'il n'avait pris aucune part à la décision d'embargo d'octobre 1973, n'étant pas un État arabe. Mais le shah Mohammed Reza Pahlavi avait par la suite joué de la surenchère, voyant dans le quadruplement des cours l'opportunité de faire de son pays l'une des plus grandes puissances du monde, affichant des ambitions démesurées dans les pages publicitaires de la presse internationale, prenant des participations dans l'agence nucléaire européenne Eurodif et inquiétant ses voisins du Golfe qui craignaient ainsi sa domination sur la région. Sa mégalomanie, qu'avaient illustrée les fêtes fastueuses de Persépolis organisées en octobre 1971 pour célébrer le 2 500^e anniversaire de la fondation de l'Empire perse au prix de milliards de dollars, fit principalement bénéficier de l'augmentation faramineuse de la rente pétrolière ses affidés, son armée et l'appareil de son État, au détriment

d'une société civile nombreuse qui subissait une répression policière violente. L'aliénation des classes moyennes traditionnelles, incarnées par les marchands du bazar, ainsi que du clergé chiite qui en était issu, favorisa une situation de crise sociale aggravée par l'afflux des ruraux attirés dans les villes par l'aspiration déçue à tirer parti de la manne des hydrocarbures, et qui formèrent un énorme prolétariat de « déshérités ». Dans ce contexte, les nombreux détenteurs de bourses généreuses, envoyés étudier en Occident par dizaines de milliers pour édifier l'Iran du futur, se retournèrent contre le régime impérial autocratique et corrompu.

En visite aux États-Unis en novembre 1977, alors que le président démocrate Jimmy Carter entendait « moraliser » la politique étrangère américaine après son prédécesseur Richard Nixon, le shah y déclencha de violentes manifestations d'hostilité. Les gaz lacrymogènes utilisés pour disperser les étudiants et activistes, majoritairement marxistes ou gauchistes, qui avaient envahi le Mall de Washington furent poussés par les vents dans la roseraie de la Maison-Blanche où le monarque dut interrompre son allocution radiotélévisée en pleurs. L'effet symbolique de ces images fissura le système autoritaire et donna le courage de s'exprimer à l'opposition iranienne, d'autant que les exigences américaines sur le respect des droits de l'homme contribuaient à tempérer la répression. Comme en Algérie en 1988 ou lors des « soulèvements arabes » du début de la décennie 2010, le levain du processus révolutionnaire fut pétri par des forces religieuses qui captèrent ce mouvement et le détournèrent à leur profit. Comme dans les pays arabes voisins où les autocrates modernisateurs avaient galvaudé la laïcité au service de la dictature,

compromettant la légitimité d'une opposition démocratique qui se réclamerait de ces mêmes idéaux, fussent-ils authentiques, l'Iran pahlavi avait favorisé la polarisation autour du parti communiste d'un côté et des factions les plus politisées des clercs chiïtes de l'autre.

En dépit de l'athéisme proclamé des marxistes, il existait entre ces deux entités une sorte d'homothétie structurelle : comme les organisations léninistes, le clergé est hiérarchisé et propice à relayer efficacement slogans et mobilisations de ses ouailles (à l'inverse du monde sunnite où l'autorité religieuse est fragmentée entre de multiples oulémas concurrents), un atout précieux pour orchestrer la continuité d'un mouvement révolutionnaire destiné à abattre le pouvoir. Cette congruence s'était manifestée par de nombreux groupes hybrides islamo-marxistes ou islamo-gauchistes, à l'instar du plus fameux d'entre eux, les Moujahidin du peuple dont l'intitulé combinait l'imaginaire du jihad et celui du populisme. Ce croisement était dû à un intellectuel né dans une famille cléricale, ultérieurement éduqué en France au Quartier latin, Ali Shariati. Dans sa traduction en farsi de l'ouvrage de Frantz Fanon *Les damnés de la terre*, il avait reformulé en vocabulaire coranique la célèbre contradiction marxiste entre « opprimés » et « oppresseurs », rendant le premier terme par « déshérités » (*mostadafin*) et le second par « arrogants » (*mostakbirin*). Mais cette adaptation ne recoupait pas les mêmes catégories que le modèle original : en y ajoutant une forte signification morale imprégnée de religiosité, elle permettait de bouger les lignes de la lutte des classes, et d'inclure dans le groupe englobant des « déshérités » tous les ennemis du shah, depuis les marchands du bazar jusqu'au prolétariat issu de l'exode rural. Elle fusionnait

dans le processus révolutionnaire et sous la houlette de la faction du clergé gagnée à pareille idéologie les classes moyennes pieuses et la jeunesse urbaine pauvre qui, d'un point de vue strictement social, auraient été antagoniques.

Ce fut le génie politique de l'ayatollah Khomeyni, opposant exilé à Najaf, ville sainte chiite d'Irak, de 1964 à 1978, ensuite à Neauphle-le-Château dans la banlieue parisienne jusqu'à son retour victorieux à Téhéran le 1^{er} février 1979, de se saisir de cette opportunité et de se faire le champion des « déshérités ». Il parvint de la sorte à contrôler un appareil clérical qui ne lui était pas acquis au départ, et à instrumentaliser les mouvements de gauche, avant de les exterminer lorsqu'il eut triomphé et proclamé sa « République islamique ». Pour ce faire, et selon un processus parallèle à celui du salafisme dans le monde sunnite, il était revenu à une forme fondamentaliste et « épurée » du dogme, éloignée des compromis passés au cours de l'Histoire entre les ayatollahs et les princes. Dans sa doctrine, l'Imam Hussein, petit-fils du Prophète, tué en martyr à Karbala en octobre 680 par les soldats du calife sunnite Yazid, représente l'incarnation sublime des « déshérités », tandis que le shah personnifie « l'arrogant » Yazid. En télescopant de la sorte les fondements de la croyance revisités par son idéologie avec les enjeux de l'actualité, Khomeyni parvint à créer une mobilisation considérable, qui eut raison à la fois de toutes les autres composantes de l'opposition et du régime impérial.

Ainsi, lorsque celui qui se fait désormais appeler le « Guide » de la révolution islamique retourne à Téhéran en triomphe à bord d'un avion d'Air France, il est devenu une force concurrente chiite particulièrement puissante au

sein du processus d'islamisation du Moyen-Orient initié six ans auparavant par le royaume saoudien et ses alliés sunnites à l'occasion de la guerre du Ramadan et du quadruplement des prix du brut. L'antagonisme entre ces deux entités sera le principal moteur des crises et guerres dans la région durant les quatre décennies suivantes, et il se propagera en dehors de celle-ci, touchant en particulier l'Europe avec l'exportation récurrente du terrorisme islamiste sur son sol, prenant en otage les populations immigrées d'origine musulmane qui y résident. Au gré des fluctuations des cours du baril, il aboutira même à relativiser la ligne de faille qui avait cristallisé le nationalisme arabe après les indépendances, à savoir le conflit israélo-palestinien, et à l'annexer à ses logiques propres (comme le montrera sa captation par le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien, tous deux sous l'influence de Téhéran). Sa dynamique se nourrira d'une permanente surenchère, au prix d'une aggravation constante du chaos dans les sociétés du Moyen-Orient, du fait de l'irresponsabilité politique entretenue par la rente pétrolière, tant que celle-ci croîtra sans fin apparente, jusqu'à la seconde moitié des années 2010.

Le défi lancé à l'Arabie saoudite et à ses alliés par la révolution iranienne est considérable, car il relativise la portée d'un processus d'islamisation d'obédience sunnite dénué tant d'expression sociale que d'héroïsme. Le maillage par les émirats de la péninsule Arabique d'un réseau associatif salafiste universel, le soutien financier que la plupart apportent à cette époque à l'internationale des Frères musulmans ont du mal à allumer un contre-feu face à l'enthousiasme que déclenchent spontanément les événements d'Iran dans les couches populaires du

monde musulman dans son ensemble, comme un effet de souffle. Et cela d'autant plus que le discours khomeyniste désigne simultanément deux ennemis planétaires : le « Grand Satan » américain (ainsi que, accessoirement, le « petit Satan » français, malgré l'hospitalité accordée à Neauphle-le-Château), mais aussi les pétromonarchies, dépeintes comme de simples laquais des États-Unis. En ciblant le premier, il s'inscrit, dans la lignée des idées de Shariati, au sein d'une mouvance tiers-mondiste globale, qui lui permet de dépasser sa seule dimension religieuse et lui vaudra des sympathies jusqu'en Amérique latine. En circonscrivant les secondes, il aspire à surmonter sa particularité persane et chiite (qui ne représente qu'environ 15 % des musulmans) pour ravir le leadership sur l'islam universel aux souverains wahhabites, « Gardiens des deux Lieux saints », qui contrôlent le pèlerinage à La Mecque et Médine.

La réponse américano-saoudienne à la révolution iranienne est l'une des composantes du jihad en Afghanistan. L'opportunité en est fournie par rétorsion à l'invasion de ce pays par l'Armée rouge, le jour de Noël de cette année 1979 qui avait commencé avec le retour de Khomeyni à Téhéran le 1^{er} février. Elle s'était poursuivie par le traité de paix égypto-israélien le 26 mars – témoignage du basculement de la ligne d'affrontement majeur régionale depuis le Proche-Orient et la Méditerranée orientale vers le golfe Persique et l'Asie centrale. Contrairement aux interventions soviétiques en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968, qui s'inscrivaient dans le cadre du partage issu des accords de Yalta et inhibaient toute réaction militaire du « Monde libre », l'arrivée des parachutistes et des

chars à Kaboul enfrenait les règles établies au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Brejnev se devait d'agir, dans la logique soviétique, pour sauver d'un péril imminent le pouvoir des communistes locaux dont le prosélytisme athée était contré par un soulèvement général de cette société majoritairement tribale et rurale très attachée aux normes traditionnelles. Et la Maison-Blanche quant à elle ne pouvait accepter ce nouveau revers, après la défaite américaine au Vietnam quatre ans auparavant, prolongée au début de 1979 par la perte de l'allié iranien, un enjeu géopolitique considérable dans la mesure où le shah tenait le rôle de « gendarme du Golfe » afin d'en préserver les gigantesques réserves en hydrocarbures des appétits russes. En outre, les États-Unis venaient de subir une humiliation sans pareille à l'occasion de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran par des « étudiants dans la ligne de l'Imam » qui commença le 4 novembre, suivie par une tentative infructueuse de les libérer. Et par-delà l'infraction au pacte de Yalta, la présence militaire soviétique en Afghanistan, territoire contigu de l'Iran où les communistes locaux du parti Toudeh comptaient au nombre des forces révolutionnaires (Khomeyni ne les purgera que l'année suivante), ravivait la hantise américaine de la percée moscovite vers les « mers chaudes », variation contemporaine sur le « Grand Jeu » anglo-russe en Asie du Sud-Ouest depuis le XIX^e siècle.

Enfin, dans une vision du monde proprement islamique, la fin de l'année 1979 fut caractérisée par un drame à la signification symbolique majeure : le 20 novembre marquait le premier jour du quinzième siècle de l'Hégire. Dans un contexte doctrinal où l'on considère que chaque siècle verra l'arrivée d'un « Revivificateur » (*Mouhi*)

ou « Messie » (*Mahdi*) qui restaurera la pureté de la foi face aux déviances, la grande mosquée de La Mecque fut investie par un groupe jihadiste radical dirigé par Juhayman al-Otaybi, membre d'une importante tribu du pays, qui entendait protester contre la corruption de la famille régnante inféodée à l'Occident et faire reconnaître son beau-frère Abdallah al-Qahtani comme le Messie. Juhayman, qui était lié aux franges les plus rigoristes de l'establishment salafiste du royaume, mit en circulation des « épîtres » dans lesquelles on retrouverait trente ans plus tard une bonne part de l'inspiration de Daesh. À La Mecque, le Sanctuaire ne fut reconquis qu'après deux semaines grâce au Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN) français, opération tenue alors secrète, les non-musulmans étant interdits d'accès sur ce territoire sacré (*haram*). Des milliers de pèlerins furent séquestrés et deux cent quarante-quatre personnes perdirent la vie (dont cent dix-sept assaillants), bien que toute effusion de sang y fût prohibée. L'affaire tourna à la confusion du pouvoir saoudien, tétanisé par le choc dans les premiers jours, à la fois car il se trouvait débordé par plus wahhabite et jihadiste que lui dans le processus même d'islamisation de la région qu'il avait enclenché, et parce qu'il avait manifesté son incapacité à assurer l'ordre dans les Lieux saints. Il fut pris en défaut dans sa prétention à s'en proclamer le Gardien et, par voie de conséquence, à exercer la suprématie dont il se targuait sur l'islam universel.

L'arrivée de l'Armée rouge à Kaboul trois semaines à peine après la reconquête calamiteuse du *haram* mecquois représentait un défi supplémentaire à cette ambition saoudienne au leadership. En effet, dans la géographie

doctrinale, cet acte belliqueux était interprétable comme envahissement d'une « terre d'islam » (*dar al islam*) par des « infidèles » (*kouffar*). À pareille agression, selon les Écritures saintes, le prince musulman devait répliquer en proclamant et mettant en œuvre séance tenante l'impératif du jihad militaire sous peine de déroger. L'invasion soviétique pouvait se lire ainsi de deux manières complémentaires : vue de Washington, c'était un épisode fâcheux de la guerre froide qu'il était impératif de contrer, après les échecs en Indochine et l'humiliation en Iran, sous peine pour les États-Unis de perdre leur position de superpuissance. Vue de Riyad, parce que la monarchie saoudienne aspirait à l'hégémonie sur l'islam universel, ce devait être un jihad. Tel fut le terme choisi pour qualifier la guérilla insurrectionnelle équipée et entraînée par la CIA et cofinancée par les pétrodollars de la péninsule Arabique – dont les combattants, baptisés *Freedom Fighters* outre-Atlantique, étaient autant de barbus pour lesquels la « liberté » signifiait la mise en œuvre de la charia une fois les communistes russes boutés hors de la terre d'islam. Cette confusion du vocabulaire témoignait en profondeur de l'islamisation sémantique de ce qui deviendrait l'affrontement ultime de la guerre froide en même temps que la première des guerres islamiques de l'époque contemporaine – qu'on les nomme jihad, *razzia* (*ghazou*), terrorisme licite (*irhab mashrou'*) ou opération martyr ('*amaliyya istish.hadiyya*). À son terme, après le retrait soviétique de Kaboul le 15 février 1989 suivi de la chute en conséquence du mur de Berlin le 9 novembre, elle verrait se substituer, une fois l'URSS disparue, le conflit entre l'Orient islamiste et l'Occident (« impie », « judéo-croisé », etc.) à l'antagonisme entre l'Est communiste et l'Ouest capitaliste.

Le jihad afghan permettrait de faire d'une pierre deux coups. D'une part, il porterait l'estocade finale à l'URSS, en exposant la débilitation de l'Armée rouge, devenue un tigre de papier. Les causes profondes de l'effondrement du système soviétique étaient à chercher plus avant, notamment dans la course aux armements avec les États-Unis qui avait ruiné l'économie – sans parler des défauts fonctionnels inhérents au plan par rapport au marché – mais l'achèvement de l'URSS fut affermé par Washington à des combattants du jihad. Ces derniers en tireraient un prestige extraordinaire auprès de leurs coreligionnaires pour s'imposer à l'échelle de la planète comme une force militaire terroriste d'un type imprévisible à laquelle Ben Laden donnerait un visage. D'autre part, cette victoire sunnite servit, dans l'ordre symbolique islamique, à contrer momentanément la propagande khomeyniste, en faisant des Saoudiens et de leurs alliés les sauveurs d'un pays musulman envahi par les athées du Kremlin. Non sans susciter une réplique inédite de Téhéran qui déplaça le conflit en saturant le champ médiatique, à travers la fatwa condamnant à mort Salman Rushdie, la veille du retrait soviétique d'Afghanistan, pour en occulter l'effet d'annonce.

L'irruption du jihad international :
contre « l'ennemi proche »
 (1980-1997)

LE COMBAT POUR
 LE CONTRÔLE DE L'ISLAMISATION
 DANS LA DÉCENNIE 1980

Outre le jihad afghan, les années 1980 virent à la fois une progression constante de l'islamisation de l'ordre politique au Moyen-Orient et l'exacerbation des antagonismes entre les camps chiite et sunnite pour s'en arroger le contrôle. Le principal champ de bataille fut la guerre Iran-Irak, qui dura de septembre 1980 à août 1988. Déclenchée par Saddam Hussein et soutenue par les Occidentaux pour contrer l'expansion iranienne, elle causa probablement un million de morts, et fut l'occasion pour les Gardiens de la Révolution et les *Bassidji* (« mobilisés ») de tester la tactique des attaques suicides – nommées par leurs commanditaires « opérations martyres » – qui se répandraient ensuite, après le Liban et Israël, dans tout le Moyen-Orient, en Europe, en Amérique et dans le monde entier.

Des fronts annexes, non moins importants, furent ouverts par Téhéran en parallèle : la guerre civile libanaise et le conflit israélo-palestinien s'inclurent dans l'affronte-

ment qui dressait l'Iran à la fois contre l'Occident et ses alliés et contre la plupart des organisations sunnites – à l'exception du Hamas. En effet, pour se défendre contre la coalition de ses ennemis et desserrer la contrainte sur ses propres frontières, tant avec l'Irak que sur le littoral du golfe Persique, la République islamique initia un deuxième champ de bataille au Levant, et un troisième en Europe (qui était liée organiquement au Liban par le biais des prises d'otages). Jusqu'à la mort de Khomeyni en juin 1989, le pays qu'il guidait s'émancipa totalement des règles usuelles de la belligérance comme du droit international afin de trouver les failles de ses adversaires. Il leur infligea des coups pour les obliger à céder à ses exigences et à relâcher la pression militaire directe – depuis la fatwa contre Rushdie jusqu'aux attentats-suicides et au chantage aux enlèvements de ressortissants occidentaux. L'Iran recommencerait ensuite, une fois sécurisé par la fin de la guerre avec l'Irak, à se rapprocher de la communauté des nations pour sortir d'un isolement qui menaçait la pérennité du régime. Entre-temps, son mode opératoire avait fait des émules dans le jihadisme sunnite, qui perpétrerait partout le terrorisme dont la République islamique avait donné l'exemple initial mais le déclinerait différemment. Celui-ci ne s'appuierait pas, contrairement à ce dernier, sur l'appareil centralisé d'un État qui finirait par se réinsérer dans l'ordre institutionnel mondial.

L'endiguement sunnite de la révolution iranienne se fit donc selon deux axes principaux, l'un afghan et l'autre irakien, grâce au jihad dans le premier cas et à Saddam Hussein dans le second. Ils bénéficièrent d'un soutien occidental sans faille – ce qui apparaîtrait en rétrospective comme une stratégie d'assez courte vue.

Le jihad afghan, originellement dirigé contre l'URSS, avait pour objectif, en l'espèce, de fournir un Grand Récit alternatif à l'enthousiasme belligérant et tiers-mondiste qui formait le cœur de la propagande de Téhéran. L'Arabie saoudite et ses alliés voulaient montrer qu'ils étaient les mieux à même de relever le défi posé à l'islam avec l'invasion de son territoire par les athées soviétiques. Celle-ci en viendrait à se substituer, dans l'imaginaire islamique, à l'occupation de la Palestine par Israël, car cette cause demeurerait celle du nationalisme arabe déliquescents – jusqu'à ce qu'elle fût islamisée à son tour par l'émergence du Hamas à la fin de la décennie. Dans l'appel à la mobilisation de l'ensemble des musulmans de la planète pour secourir leurs coreligionnaires d'Afghanistan, les salafistes de la péninsule Arabique et les Frères musulmans conjuguèrent leurs efforts, dans un chœur de toutes les tendances de l'islam politique sunnite rassemblé face au défi chiite pour exercer l'hégémonie universelle sur cette croyance.

Le principal idéologue en fut un Frère palestinien, Abdallah Azzam, installé à Peshawar – la ville frontière pakistanaise qui servait de relais aux opérations en Afghanistan et de point d'accès à ce pays pour les fournitures militaires, ainsi que de plaque tournante aux jihadistes du monde entier qui y établirent leurs camps de base (*Qaïda* en arabe – d'où viendra l'appellation de la célèbre organisation). Dans son manifeste intitulé *Rejoins la caravane !*, il justifie l'impératif de combattre en Afghanistan pour l'ensemble des musulmans au nom du « jihad de défense » qui contraint chacun d'eux à mobiliser ses forces pour reconquérir le territoire de l'islam attaqué par les infidèles. Cet impératif est opposable à tout et tous : ni un État,

ni l'époux d'une femme, ni le père d'un mineur, ni le maître d'un esclave ne saurait en empêcher l'accomplissement. Chaque croyant doit agir selon ses capacités « par la main, la langue ou le cœur » – participer au combat par les armes, le financement, l'exhortation et la prédication ou, à tout le moins, par la prière. Il s'agit, précise Azzam en s'appuyant sur les Écritures saintes, d'une « obligation individuelle » (*fard 'ayn*) dont la négligence est punie des pires sanctions dans l'au-delà. Le texte ainsi que les nombreux articles qu'il rédigea dans la revue éponyme *Al-Jihad* firent écho à une fatwa des principaux oulémas sunnites appartenant aux mouvances des salafistes et des Frères qui appelait les fidèles de toute la planète à se mobiliser. Des centres de recrutement furent ouverts à travers le monde, dans les pays musulmans mais aussi en Occident et notamment aux États-Unis, en bonne intelligence avec la CIA qui organisa la tournée des réseaux islamiques de ce pays par Azzam. Il créa le Bureau des Services (*Maktab al-Khadamat* – MAK), qui coordonnait l'enrôlement, la levée de fonds et l'acheminement sur place des jihadistes étrangers. Son principal siège américain, à Brooklyn, serait ultérieurement fréquenté par le cheikh égyptien aveugle Omar Abdel Rahman, condamné à la prison à perpétuité pour le premier attentat, de 1993, contre le World Trade Center, et par de nombreux autres activistes. Quant au MAK, il serait repris, après l'assassinat d'Azzam en novembre 1989, par Oussama Ben Laden et incorporé dans la structure d'Al-Qaïda.

Le financement par la CIA des dix années de jihad afghan est estimé à 4 milliards de dollars, à quoi s'ajoutait l'équivalent (*matching funds*) en pétrodollars saoudiens. Si l'on considère que telle fut la somme à payer pour en

finir avec l'URSS, le montant est dérisoire. Mais le prix de cette alliance avec le diable, en rétrospective, et à compter du second attentat contre le World Trade Center et le Pentagone le 11 septembre 2001, fut incalculable.

Sur le terrain, l'essentiel des opérations fut effectué par des Afghans, nommés « moujahidin » – le terme arabe au participe passé actif qui signifie « combattants du jihad ». L'auteur de ces lignes et certains de ses collègues créèrent alors le néologisme « jihadistes » – en ajoutant un suffixe gréco-latin à la racine arabe – pour distinguer des guérilleros indigènes les étrangers, au nombre d'une quarantaine de milliers, qui rejoignirent leurs rangs. Venus d'Afrique du Nord, Algérie surtout, de Libye, d'Égypte, de la péninsule Arabique, du Pakistan et d'Asie depuis la Malaisie et le sud des Philippines, de l'immigration musulmane aux États-Unis et déjà pour quelques dizaines d'entre eux des banlieues européennes, ils bénéficièrent d'un entraînement militaire encadré par la CIA mais guerroyèrent peu sur place. Ils feraient usage de leur formation durant la décennie suivante après être retournés dans leur pays lors des jihads en Algérie et Égypte notamment, ou à travers la nébuleuse d'Al-Qaïda. Ces deux derniers pays connaissaient une forte agitation – Sadate avait été assassiné le 6 octobre 1981 – et leurs dirigeants facilitèrent le départ des activistes locaux qu'ils ne pouvaient pas garder sous les verrous dans l'espoir de s'en débarrasser. Ainsi du bras droit puis successeur de Ben Laden, le médecin égyptien Ayman al-Zawahiri : il sortit de sa prison cairote et partit pour Peshawar, *via* l'Arabie saoudite. On sait désormais que cette stratégie myope se retourna quelques années plus tard contre ses concepteurs lorsque les jihadistes rentrèrent au bercail pour en découdre, mais durant la décennie 1980

elle procura l'illusion que le militantisme islamiste pouvait être canalisé sous la houlette saoudienne contre l'URSS, et que ses débordements éventuels n'étaient que broutilles.

Cette vision du monde était portée par le conseiller à la Sécurité nationale de Jimmy Carter, Zbigniew Brzezinski, premier architecte du soutien américain au jihad afghan, qui la défendit dans un entretien à l'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur* le 15 janvier 1998 :

Vous ne regrettez rien aujourd'hui ?

Regretter quoi ? Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan et vous voulez que je le regrette ? Le jour où les Soviétiques ont officiellement franchi la frontière, j'ai écrit au président Carter, en substance : « Nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam. » De fait, Moscou a dû mener pendant presque dix ans une guerre insupportable pour le régime, un conflit qui a entraîné la démoralisation et finalement l'éclatement de l'Empire soviétique.

Vous ne regrettez pas non plus d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes ?

Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'Empire soviétique ? Quelques excités islamistes ou la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?

Quelques excités ? Mais on le dit et on le répète : le fondamentalisme islamique représente aujourd'hui une menace mondiale.

Sottises. Il faudrait, dit-on, que l'Occident ait une politique globale à l'égard de l'islamisme. C'est stupide : il n'y a pas d'islamisme global.



GILLES KEPEL

SORTIR DU CHAOS

LES CRISES EN MÉDITERRANÉE ET AU MOYEN-ORIENT

L'horreur du « califat » de Daesh au Levant entre 2014 et 2017 et son terrorisme planétaire ont été une conséquence paradoxale des « printemps arabes » de 2011. Pourtant ceux-ci avaient été célébrés dans l'enthousiasme des slogans démocratiques universels et de la « révolution 2.0 ».

Comment s'est installé ce chaos, et peut-on en sortir pour de bon après l'élimination militaire de l'« État islamique » ?

Ce livre replace les événements en contexte, depuis la guerre d'octobre 1973 (du « Kippour » ou du « Ramadan »), suivie de l'explosion des prix du pétrole et de la prolifération du jihad, à travers ses trois grandes phases depuis l'Afghanistan et Al-Qaïda. Puis il propose le premier récit complet rétrospectif des six principaux soulèvements arabes, de la Tunisie à la Syrie.

Il expose enfin lignes de faille et pressions migratoires en Méditerranée et au Moyen-Orient, et éclaire les choix décisifs qu'auront à faire Emmanuel Macron, Donald Trump ou Vladimir Poutine, ainsi que les peuples et les dirigeants de cette région – mais aussi les citoyens de l'Europe.

Nourri de quatre décennies d'expérience, de séjours sur le terrain, avec des cartes inédites, *Sortir du chaos* est de la plume de *Passion arabe* et offre la précision de *Terreur dans l'Hexagone* – les deux grands succès récents de l'auteur.

Gilles Kepel, professeur à l'université Paris Sciences et Lettres, dirige la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure.

Cartes de Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II.



Sortir du chaos
Gilles Kepel

Cette édition électronique du livre
Sortir du chaos de Gilles Kepel
a été réalisée le 28 mars 2019 par les Éditions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage
(ISBN : 9782072770470 - Numéro d'édition : 329207).
Code Sodis : N94442 - ISBN : 9782072770555.
Numéro d'édition : 329230